

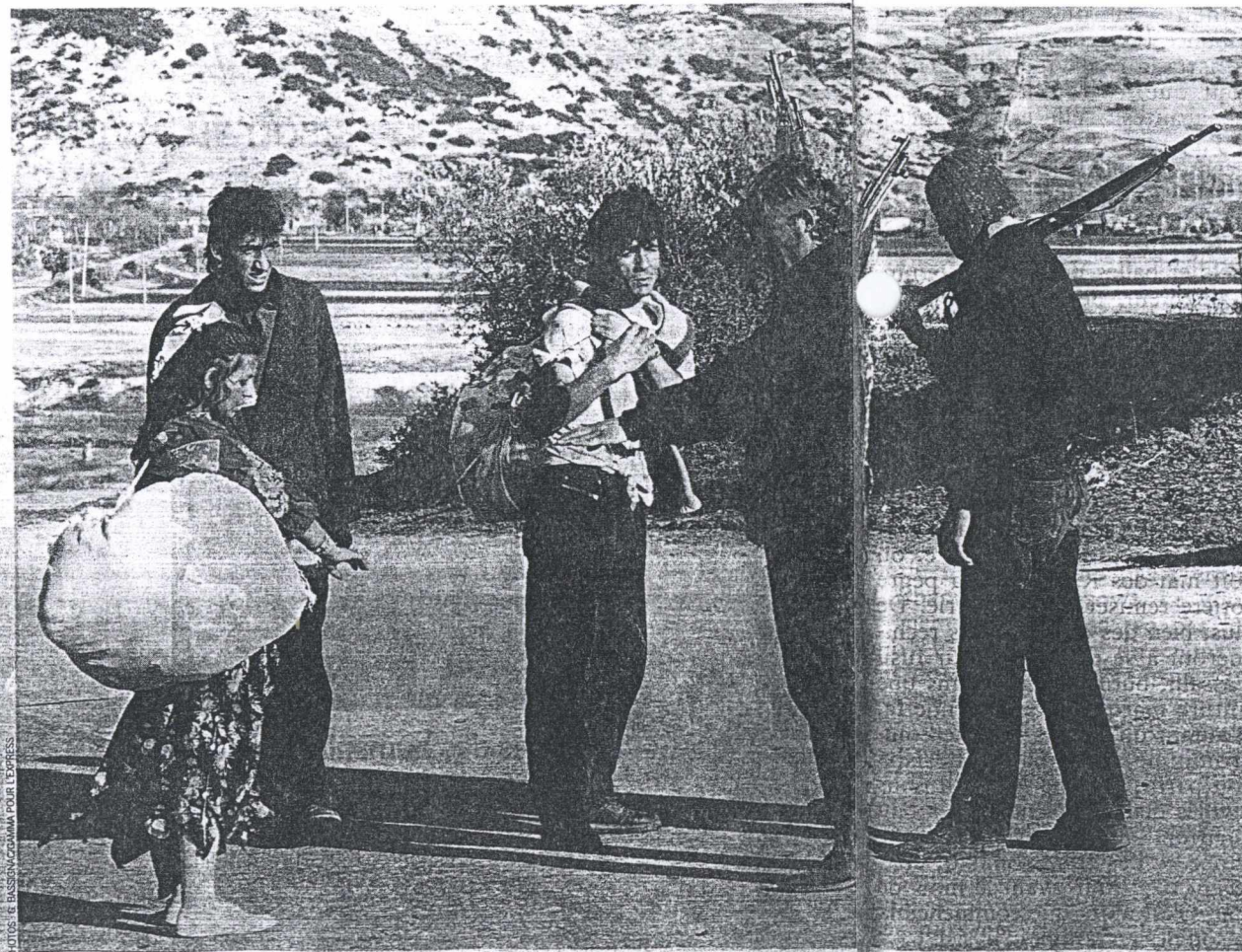
Barricadés dans leurs villes, les insurgés du Sud ne désarment pas et exigent le départ du président > de notre envoyé spécial Vincent Hugué

L'Express 13-19/3/97

# La Commune albanaise

Le fusil à l'épaule, Hasan parcourt son royaume assoupi et désert : une enfilade de chambres froides, de bassins carrelés et de bacs à sel. Ici transitent des tonnes de grenouilles, d'anguilles, de cigales de mer ou de calmars venus de toute l'Albanie et promis aux étals des poissonniers français et italiens. Mais, pour l'heure, Hasan, ses trois frères et leurs onze fils délaissent quelque peu la très florissante affaire familiale. Car la tribu Shakaj a pris les armes. Epaulée par une cinquantaine de têtes brûlées, elle dirige, à deux pas d'ici, la défense du pont sur la Vjosa, ultime verrou sur la route de Vlora, le foyer de l'insurrection qui embrase, depuis la mi-janvier, le sud du pays des Aigles. Les Shakaj auraient-ils, comme tant de compatriotes, englouti leur épargne dans ces fonds de placement aux taux d'intérêt chimériques, dont la faillite a soulevé le pays ? « Pas un sou, objecte Anton, l'aîné. 30 % par mois, ça ne tient pas debout. » Milite-t-il dans les rangs des nostalgiques du tyran stalinien Enver Hodja ? Nullement. « Nous avons amplement profité de la transition démocratique, admet Hasan, un robuste campagnard au teint cuivré qui, au temps du communisme, cueillait les oranges d'une

Un checkpoint rebelle. Partout, des commandos traquent les agents infiltrés. Et malheur au suspect !



ferme collective. Dès lors, pourquoi, diable, rallier la rébellion ? « Pour défendre notre terre et notre peuple. Et parce que le président Sali Berisha nous a envoyé ses tanks. »

Ainsi va la commune de Vlora, cité portuaire livrée au chaos depuis la déroute, voilà un mois, des forces de l'ordre. Le notable prospère y côtoie le caïd mafieux, et l'ex-officier le voyou ivre du staccato des kalachnikovs. Fondé le 6 mars, un Comité de salut public d'une trentaine d'« honnêtes citoyens » – épargnants floués et parents de civils tués – s'évertue à régir l'anarchie. A sa tête, Albert Shyti, jeune héritier d'une grande dynastie « enveriste »

Sud, liée à Mehmet Shehu, Premier ministre dont Hodja ordonna l'assassinat en 1981. Orateur hésitant, ce beau gosse compte aussi parmi ses familiers un ancien ministre de l'Intérieur, aujourd'hui emprisonné, et deux cousins poursuivis pour un attentat meurtrier à la voiture piégée commis l'an dernier à Tirana...



Un tel pedigree ne saurait à lui seul valider la thèse du régime, prompt à ravalier les insurgés au rang de « terroristes rouges ». Voyez Djemal. Fils et petit-fils de détenus politiques, ce francophone à l'éloquence théâtrale a lui-même passé, au temps d'Enver Hodja, huit ans dans le sinistre camp de Spac. Devenu chef de la police criminelle de Vlora, il retrouvera la prison sous Berisha pour avoir refusé d'arrêter un collègue, innocent à ses yeux. « Nous voulons notre argent, la paix, du pain, du travail, martèle-t-il. Liberté, égalité, fraternité. Les barricades ont surgi ici, comme en 1789. Moi, je suis Jean Valjean. » Et de déclamer, devant un auditoire ébahi, un poème de Victor Hugo à la gloire des communards.

Rassemblé le vendredi 7 mars dans ce qui fut la salle de projection d'un cinéma en plein air, le Comité de Vlora détaille son programme avec le concours d'un traducteur inattendu, d'ordinaire employé de l'ambassade d'Italie. Il s'assigne pour tâche de « sauver la ville de la haine fratricide et de la crise ». « De gauche ou de droite, nous avons tous perdu du fric, confie un de ses membres. Voilà ce qui nous unit. » D'autres certitudes soudent l'équipe. A commencer par celle-ci : président « illégitime », Berisha dans les arsenaux militaires ? Acheminés par hélicoptère sur un navire italien ancré dans l'Adriatique, des émissaires du comité s'engageront, le 10 mars, en présence de l'ambassadeur transalpin, à œuvrer pour leur restitution. La veille, il est vrai, le chef de l'Etat avait, aux termes d'un accord passé

avec l'opposition, cédé à certaines exigences des communards de Vlora : formation d'un cabinet de « réconciliation nationale », scrutin législatif dans les deux mois et loi d'amnistie au profit des rebelles civils et militaires. Ainsi, au prix d'une reculade dictée par l'instinct de survie, l'ancien cardiologue consent à contrecœur à gouverner avec les ex-communistes, rivaux honnis accusés, hier, d'avoir fomenté la révolte. Verdict d'un diplomate rompu aux convulsions balkaniques : « Pour Berisha, c'est une concession énorme ; mais, pour les socialistes, un cadeau empoisonné. » De fait, associé à l'appel au calme présidentiel, le Forum pour la démocratie – alliance des formations d'opposition – met son autorité morale à l'épreuve, face à un soulèvement « irrécupérable ». Car les injonctions des politiques n'émouvent guère les émeutiers : le 10 mars, tandis qu'on discutait àprement à Tirana du partage des portefeuilles, la révolte gagnait Permet (Sud) et Berat (Centre-Sud), avant de menacer Fier, à 110 kilomètres de la capitale. L'exercice paraît d'autant plus périlleux que nul en Albanie ne sort indemne du fiasco des placements miraculeux, sinon un ministre des Finances prié en haut lieu de taire ses scrupules à l'automne dernier. On trouve à la tête de la « fondation Populli » un dirigeant réputé proche du Forum. Quant à la presse hostile au pouvoir, aujourd'hui persécutée par d'inquiétants nervis, elle a largement ouvert ses colonnes aux publicités des charlatans de la finance.

Si Berisha fléchit, la mort dans l'âme, c'est qu'il n'a guère le...

Un barrage de l'armée régulière. Renié par la troupe, Sali Berisha ne peut compter que sur la police secrète et sur les gros bras de son Nord natal.





M. NGJEFI/ANSA/REUTERS



G. BASSIGNICOMMA POUR L'ESPRESSO

... choix : son armée l'a lâché. « Il nous a trop maltraités, peste un capitaine de la base navale de Pashaliman (20 kilomètres au sud de Vlora), tombée le 2 mars sans que ses défenseurs tirent un coup de feu. Depuis lors, 5 officiers veillent sur leur patrimoine : une douzaine de bâtiments de guerre soviétiques ou chinois et 4 sous-marins *made in USSR*, rongés par la rouille. La dernière sortie du moins délabré d'entre eux remonte à cinq ans. Passés à la rébellion, les gardiens de Pashaliman, dont la solde mensuelle avoisine les 500 francs, vaquent sur la jetée en civil. « Je refuse de porter l'uniforme de Berisha, d'un Etat qui a trahi nos frères, lance l'un d'eux. L'armée ne peut tirer sur le peuple, car le peuple, c'est nous. » Comme ses compagnons, ce transfuge réclame la libération du commandant du district naval de Vlora, l'un des quatre officiers détenus à Tirana, et visé par une enquête de la justice militaire. Autrefois cauchemar des stratèges de l'Otan, la base n'est plus qu'un musée flottant de la guerre froide, quasi désert. Même si l'on y croisait, le 8 mars, un duo de l'ambassade américaine à Tirana, venu « récupérer deux de nos gars en mission dans les collines d'en face »...

A Gjirokastër (Sud), la foule a pillé les armureries sous les applaudissements de la garnison. La rancœur des militaires albanais, affectés eux aussi par l'effondrement des placements miraculeux, est telle qu'ils ont rallié en masse les insurgés. Ainsi, le patron de ce *checkpoint* sauvage, à l'entrée de Vlora, commandait voilà peu une unité de défense antiaérienne. Tandis qu'à

Saranda un colonel à la retraite, Djuvat Kocin, dirige la manœuvre. De même, nombre des 12 000 gradés, évincés depuis 1991, victimes d'une réduction drastique des effectifs ou de purges politiques, animent les « commissions de défense » créées dans les fiefs rebelles. Beni, lui, a démissionné voilà cinq ans. « Ma carrière était foutue, arguait-il. Jamais on n'aurait envoyé un gars du Sud comme moi suivre les cours de l'Académie militaire turque. Safet Zhulali [ministre de la Défense] a détruit l'armée albanaise. » Bizarrement, ce jugement définitif figure, au mot près, dans le dernier rapport envoyé par le conseiller américain dudit Zhulali, avant son expulsion du pays en décembre 1996. « Plutôt que d'assurer à ses hommes un logement décent, un uniforme correct, des rations et l'eau courante, Tirana a voulu bâtir une armée modèle Otan, note un expert occidental. Objectif absurde au vu de ses moyens. Les salaires sont dérisoires et la promotion dépend moins des compétences que de l'allégeance au chef. » Originaire de Gjirokastër, le

Une manifestation à Vlora, le 8 mars 1997. Les insurgés ne veulent plus de Sali Berisha (à gauche).

## Un fossé ancestral

La rébellion contre le pouvoir central de Tirana ravive certaines aversions quasi claniques : ainsi les hommes du Sud (Tosques) supportent mal l'autorité de ceux du Nord (Guégues), tel le président Berisha. Trois religions cohabitent au sein de ce pays peuplé de 3,4 millions d'habitants. La musulmane (70%), à laquelle appartient Sali Berisha, non pratiquant, l'orthodoxe (20%) et la catholique (10%). Si les musulmans sont présents sur l'ensemble du territoire, les orthodoxes sont plutôt concentrés dans le Sud, et les catholiques dans le Nord. ●

général Sula, le plus brillant des officiers supérieurs albanais, a quitté l'active voilà dix-huit mois, éceuré.

Renié par la troupe, Sali Berisha ne peut miser que sur deux forces : le Service national d'information (Shik), police secrète dont le chef, Bashkim Gazidede, conduit le retour à l'ordre et les gros bras, descendus des montagnes de son Nord natal, au risque d'élargir le fossé ancestral entre les deux Albanie (voir l'encadré). Détail éloquent, les insoumis de Vlora relèguent ces supplétifs au rang de « mercenaires ». Mieux vaut éviter de s'y aventurer à bord d'une voiture immatriculée à Tirana. « Face à l'Histoire, tonne Beni, Berisha restera comme le pire artisan de la fracture Nord-Sud. » Dans les villes « libérées », la psychose du Shik promet de fatales bavures. Partout, des commandos traquent les agents infiltrés. Et malheur au suspect, promis, sinon à la mort, du moins à un terrible tabassage. Dans une cité frappée de paranoïa aiguë, il suffit qu'une rumeur venue de Saranda annonce l'intrusion de faux journalistes au service de Berisha pour que les fouilles se fassent menaçantes. Telle est la rançon de l'anarchie. Pas un des 25 décès recensés en neuf jours à l'hôpital de Vlora ne résulte d'un accrochage entre militaires et insurgés. « Règlements de comptes, ricochets et balles perdues », soupire le directeur, Servet Kojdheli. La ville tient de la poudrière à ciel ouvert. Détonateurs, cartouches : les gamins des rues puisent dans les dépôts d'armes des joujoux mortels.

Comment mettre un terme à la loi des armes ? Même si – hypothèse audacieuse – tous les comités locaux du pays avalisaient les concessions de la présidence, on voit mal des Rambo de la pègre côtière remiser leur artillerie. De plus, bien des communards rechigneront à se défaire de leur fusil d'assaut, butin précieux dans une culture marquée par la vendetta. D'autant qu'à leurs yeux le compromis ne suffit pas. « Berisha doit partir, tranche Arjan. Il nous a volés deux fois : nos votes l'an dernier, notre argent cette année. » Les frères Shakaï, eux, rêvent d'en finir avant le mois de mai. C'est alors que commence la saison des grenouilles. ● V.H.